L'économie algérienne : entre dépendance pétrolière et désindustrialisation pesante
The Algerian economy: between oil dependence and heavy deindustrialization

MOULOU DJ Hinda¹

¹ Doctorante. École nationale supérieure des sciences politiques (ENSSP)

hinou7@hotmail.fr

تاريخ القبول: 2018/11/08

تاريخ الاستلام: 2018/09/04

Résumé :

Nous nous proposons, dans cet article, de mettre en évidence la place dominante qu'occupe la rente pétrolière dans l'économie algérienne et surtout son impact sur le processus industriel algérien. Nous nous appuyons sur une approche analytique basée sur une démarche positive pour démontrer de quelle façon cette richesse naturelle constitue une entrave, à long terme, sur le développement industriel.

Mots-clés : Algérie, désindustrialisation, économie, dépendance pétrolière.

Abstract:

Through this article, we will, using an analytical positive approach, highlight the dominant place that the oil annuity occupies in the Algerian economy, and above all its impact on the Algerian industrial process and how this natural wealth can be hindering in or handicapping the long-term progress.

Key words: Algeria, deindustrialization, economy, oil dependency.

Introduction :

Dans la conjoncture actuelle de l'économie marquée par la stagnation et l'incertitude, les responsabilités pèsent lourdement sur les pays qui ont un tissu industriel productif faible, d'où la nécessité d'adopter des stratégies de diversification adéquates en mesure d'assurer une croissance durable et soutenue et d'atteindre la diversification économique et l'industrialisation, qui est l'une des priorités stratégiques à mener.

Dans le cas algérien, le secteur des hydrocarbures demeure la principale industrie de l'économie. Ce secteur contribue à lui seul avec environ 52% aux recettes budgétaires et représente 95% du revenu d'exportation du pays ainsi que 25% du PIB. Malgré les efforts consentis pour diversifier l'économie algérienne, la situation reste la même.

En effet, l'analyse de la stratégie algérienne de développement démontre la forte dépendance de son économie aux hydrocarbures. Cette situation qui perdure fait que, d'une part, le pays demeure sous la dépendance de la rente ce qui n'est pas fait pour susciter des initiatives entrepreneuriales et, d'autre part, ne favorise pas l'émergence d'un secteur productif performant générateur de croissance, de revenus et d'emplois.

Cette situation est susceptible de conduire à d'importantes tensions sociales, voire politiques sachant que seuls les emplois dépendant de la rente pétrolière ont été favorisés au détriment des emplois productifs. L'économie demeure fortement dépendante de la production dans le secteur des hydrocarbures, compte tenu du poids de ce secteur dans la formation du PIB. C'est ce qui explique la fragilité des finances publiques devant une chute brutale des cours du pétrole.

Nous nous proposons, dans cet article, de répondre à la question suivante : la rente pétrolière est-elle à l'origine de la panne du processus industriel algérien ?

Pour ce faire, nous nous proposons de procéder de la façon suivante :

1. Mettre en évidence l'état des lieux du processus industriel algérien, les obstacles rencontrés et les causes qui les ont générés ;
2. Répondre à question de savoir si le phénomène de désindustrialisation que connaît l'Algérie est une résultante de la rente pétrolière.

I. L'industrialisation algérienne : entre débuts prometteurs et échecs cuisants

Au lendemain de son indépendance en 1962, l'économie nationale reflétait un pays encore sous-développé après 130 années de colonisation.

Cette situation économique a commencé à changer vers les années 70 avec la mise en place du premier plan de développement économique qui avait pour objectif principal la création d'une industrie lourde ayant la capacité de booster l'industrialisation et le développement.

L'Algérie a choisi d'investir dans un vaste programme d'industrialisation financé par la rente pétrolière. L'objectif était de redynamiser l'investissement, aussi bien étranger que national, et à long terme, de sortir de la dépendance pétrolière qui handicape l'économie algérienne.

Après quelques années d'hésitation (1962-1966) qualifiées de période d'attente, l'Algérie s'engage dans la voie du développement en suivant un ensemble de politiques qui avaient pour fondement théorique la trilogie « industrialisation, intégration et introversion », ces concepts se réfèrent à la théorie tiers-mondiste de développement.

En effet, dès 1967 l'Algérie a donné la priorité à l'industrialisation comme processus de transformation de la situation économique du pays, en s'inspirant de l'expérience soviétique de développement. C'est ce que ressort de ce passage de la Charte nationale :

« Il s'agit donc, non seulement de récupérer les richesses nationales aliénées par les monopoles étrangers, de socialiser les moyens de production existants, mais encore d'en créer de nouveaux en mettant en branle toutes les forces productives du pays : mise en valeur des ressources naturelles, politique d'industrialisation audacieuse, modernisation de l'agriculture, formation intensive des cadres. C'est pour traduire cette préoccupation fondamentale que le pouvoir révolutionnaire a impulsé la révolution industrielle, la révolution agraire... ». L'industrialisation constitue une pièce maîtresse du dispositif de cette Charte qui affirme à juste titre : « L'industrialisation est certainement l'un des phénomènes qui marqueront le plus le visage économique de l'Algérie indépendante »¹.

La première phase (1967-1973) :

Au cours de cette phase, l'Algérie offrait le visage d'un pays en pleine mutation, donnant à voir un modèle de progrès pour les pays nouvellement indépendants qui cherchaient à se sortir de

¹ Christian Pallois, « Industrialisation et financement lors des deux plans quadriennaux (1970-1977) », Revue tiers monde, Vol 21, N°83, Algérie, 1980, P532.

l'état de sous-développement dans lequel les avait maintenus l'ordre colonial². Ce modèle s'est basé sur les industries lourdes conduisant à la production des biens d'équipement.

L'année initiale de l'élaboration d'un plan triennal fut 1967. Ce plan coïncide avec le coup d'envoi de l'industrialisation. La part des branches industrielles accordée par celui-ci dans la structure des investissements était très encourageante puisqu'il représentait un taux de 83,8 du total. Celui-ci aspirait à favoriser le développement des industries dites industrialisantes.

Ce concept a vu le jour avec G. de Bernis il énonce ce que doit être une structure industrielle cohérente. Celle-ci se définit comme étant une matrice interindustrielle qui relie plusieurs secteurs par leurs imputs et par leurs outputs. Ainsi, une industrie peut entraîner une autre, c'est qu'on appelle une industrie motrice qui a pour fonction économique fondamentale d'entraîner dans son environnement un noircissement systématique de la matrice industrielle et des fonctions de production³.

Au cours de cette période, le but à atteindre était de construire l'économie nationale, projeté à l'horizon 1980 et, à cette fin, trois grands objectifs ont été tracés à savoir :

- L'implantation d'industries de base (Les industries sidérurgiques mécaniques et électriques pour amorcer et élargir la capacité d'absorption de l'industrie) ;
- L'amorce d'une politique agraire d'attente pour l'attribution de prêts aux petits et moyen paysans ;
- Préparer le processus de révolution agraire.

Dans un document du ministère de l'information et de la culture intitulé *Les fondements théoriques du modèle industriel* (Dossier document n°16, Ed. Ech-chaab presse, Alger, Novembre 1971), on a donc pris soin de justifier l'industrialisation du pays par la nécessité de « Valoriser les matières premières nationales en vue de la satisfaction prioritaire du marché intérieur... »⁴ Le document susmentionné a tout d'un document de doctrine qui traite de l'industrialisation en Algérie comme d'une option politique à même de réaliser un marché national : « L'industrialisation, y est-il écrit en effet, consiste à mettre en place les moyens industriels nationaux capables de permettre à terme la création cumulativement croissante de biens satisfaisant la demande globale nationale. Le développement réel à long terme du pays est lié à l'implantation des industries de base nécessaires aux besoins d'une agriculture moderne»⁵.

Les industries considérées comme industrialisantes étaient alors, les industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques et électriques (ISMME), les industries chimiques et pétrochimiques ainsi que les industries de production de l'énergie (particulièrement pétrolières et de l'électricité), de manière générale. L'ensemble de ces industries correspondent à ce qu'on peut appeler l'industrie lourde.

La question du financement de l'industrialisation est évidemment d'une importance cruciale, elle suppose l'existence d'un surplus cumulable d'origine non industrielle. L'Algérie possédait un surplus d'origine minière (pétrole et Gaz) d'un potentiel colossal. Il était donc dans l'ordre des choses que l'Algérie essayât de récupérer ces richesses pour mener à bien, en toute indépendance, le processus d'industrialisation qu'elle avait initié dès la fin des années 1960.

² Amarouche Ahcene, « Etat nation et économie de rente en Algérie », thèse de doctorat, INPS(Alger), Novembre 2006, p296.

³ Amarouche Ahcene, Op. Cit., p302

⁴ Idem, p298.

⁵ Idem, p299

Bien que ce ne soit indiqué nulle part dans les exposés, G. de Bernis a donc assigné à l'industrie pétrolière et gazière une double fonction :

- Une fonction purement technique qu'elle assure avec les autres industries dite industrialisantes ;
- Une fonction de financement de la phase initiale de l'industrialisation⁶.

Au départ, la priorité s'est portée sur le développement primordial de deux branches (les hydrocarbures et la sidérurgie) qu'on croyait avoir des effets d'entraînement sur les autres branches industrielles, mais le résultat est finalement autre.

Paradoxalement, ces deux branches, qui était fortement intégrées, ont formé un sous-système industriel quasi indépendant, plus relié à l'économie extérieure qu'à l'économie locale, n'avaient pas eu les effets escomptés. Le secteur des hydrocarbures n'a eu que peu d'effets d'entraînement industriel, sa production était beaucoup plus destinée à l'exportation. Quant à la sidérurgie, la majeure partie de sa production était destinée à la branche hydraulique pour développer ses capacités de transport par pipe-line à destination des ports à partir desquels s'effectuent les ventes à l'étranger.

Une étude a été menée par les deux auteurs A. Andreff et A. Hayab sur l'interdépendance des branches industrielles qui composent le système productif en formation, en se basant sur la technique de triangulation de la matrice représentant le TEI de 1973,

Les résultats reflètent un étouffement du processus d'industrialisation (63% des investissements étaient destinée aux deux branches, les hydrocarbures et la sidérurgie, alors que les autres branches qui auraient pu être des secteurs stratégiques étaient à la traine avec 15% du total des investissements). Ce déséquilibre dans l'allocation des investissements, selon eux, a conduit à l'échec de la stratégie algérienne d'industrialisation.

Dans une autre étude de M. Raffinot et P. Jacquemot, la question principale était celle du contenu social du projet, si « la stratégie algérienne de développement apparait incontestablement comme l'une des tentatives les plus puissantes parmi celles visant à rompre avec les formes classiques de la dépendance économique ⁷ », les résultats sont autres.

En effet, ils n'ont pas créé un système productif adéquat capable d'engendrer un surplus économique et de l'employer de manière productive en le fructifiant. Au contraire, le système adopté a conduit à la transformation du processus de surplus vers un autre processus basé sur l'accumulation⁸.

Ajouté à cela, l'industrie lourde s'est accaparée la part la plus grosse des investissements publics puisqu'il lui a été accordé une place primordiale dans la dynamisation du développement.

La seconde phase correspond aux 1974-1980. Au cours de cette deuxième septennal, il y a eu consolidation de la base matérielle de l'industrie de transformation et de la révolution agraire.

Ensuite on s'est tourné vers la redynamisation du développement interne basée sur l'expansion prioritaire des industries industrialisantes, qui selon De Bernis ont un effet d'entraînement pouvant modifier les fonctions de production.

⁶ Idem., p 305

⁷ Abdi Nourredine, « Marc Raffinot et Pierre Jacquemot, *Le capitalisme d'État algérien* », *Revue tiers monde*, 1978, P13.

⁸ Amarouche Ahcene, Op. Cit., p319

Il s'agissait de renforcer la base matérielle de développement national par les mesures suivantes :

- L'amorce d'industries de transformation qui, utilisant les produits industriels et agricoles, doivent être capables d'aider l'industrie de base à résorber le chômage ;
- La mise en application de la révolution agraire ;
- L'élargissement du marché extérieur à d'autres partenaires économiques ;
- La disponibilité des produits alimentaires à la population urbaine ;
- La possibilité de construction de complexes agro-alimentaires⁹.

Cette deuxième phase de l'industrialisation a pour objectif d'assurer le redressement de l'agriculture par la fourniture d'intrants (tracteurs, engrais, produits phytosanitaires et électricité), l'absorption du chômage et la diminution des taux d'inflation par les résultats que doit offrir conjointement l'industrie et l'agriculture.

Selon Benissad, le processus de l'industrie industrialisante se définit comme une unité de production qui exerce des effets asymétriques et irréversibles sur l'environnement social et institutionnel ainsi que sur les activités productives situées en amont et en aval de sa propre production.

Dans ce sens, en matière de politique industrielle, l'auteur Benissad considère que le tissu industriel doit engendrer un surplus ayant la faculté d'alimenter le fonds d'accumulation social et le budget, de façon à rendre ce dernier « de moins en moins tributaire de la rente pétrolière et gazière vouée à l'épuisement aux alentours de l'an 2000. »¹⁰. Il a, à travers son analyse, recommandé d'exploiter la rente pétrolière et gazière convenablement afin d'assurer « le maximum d'indépendance alimentaire, l'industrielle nécessaire à l'autonomisation relative à la croissance tout en redéfinissant une nouvelle spécialisation internationale de l'Algérie en dehors du secteur des hydrocarbures. ¹¹» **Véifier cette citation : il manque un mot ?**

Alors que l'industrialisation devait entraîner dans son sillage, par l'exercice d'effet d'entraînement, les autres branches industrielles et l'agriculture, à la fin des années 1970, la production industrielle n'a couvert que le quart de la demande locale.

En somme durant cette période (1967-1979), et selon la synthèse du bilan économique et social en 1980, le taux de chômage a baissé de 25% à 19%. Cette stratégie basée sur l'industrie a fourni à l'Algérie une assise industrielle importante dans les domaines des hydrocarbures (gaz naturel liquéfié, produits raffinés, hydrocarbures liquides), des industries chimiques et pétrochimiques (gaz industriels, produits pharmaceutiques), industries de la fonte, construction et industries mécaniques (véhicules industriels, machines agricoles, travaux publics et équipements hydrauliques), les industries électroniques, les industries légères (denrées alimentaires, textiles), ainsi que les matériaux de construction, le bois, le verre et la céramique. Les investissements étaient destinés principalement à la promotion des produits pétrochimiques et des matériaux de construction mais aussi et surtout des biens de consommation mais les résultats étaient autres et reflétaient l'échec cuisant de l'industrialisation.

Cependant, durant la décennie 1979-1990, l'industrie a perdu sa place avec des investissements réalisés qui ne représenté que 24,5 % de l'ensemble des investissements dont presque 40 % pour les hydrocarbures.

⁹ Athmane Cheriet, « Mondialisation et stratégies industrielles : cas de l'Algérie », thèse de doctorat, UMC, Novembre 2007, p89

¹⁰ Amarouche Ahcene, Op. Cit., p329

¹¹ Benissad M.E, « Economie de développement de l'Algérie, sous-développement et socialisme », Edition OPU, 1982, P310.

En effet, en mai 1980, un rapport visant à évaluer la stratégie algérienne de développement intitulé « Synthèse du bilan économique et social de la décennie 1967-1978 » a été publié sous l'égide du ministère de la planification. Celui-ci souligne, en introduction, les déséquilibres provoqués par le choix plutôt d'une logique sectorielle que d'une logique d'ensemble dans le développement économique et social du pays.

Ce dernier, met l'accent sur les entités de production dont il souligne « qu'aucune d'entre elles n'a engendré de ressources d'un niveau suffisant pour pourvoir à son remplacement »¹², remettant en cause l'efficacité du système économique.

Selon ce même rapport, il est inconcevable pour une économie d'avoir un capital physique revenant plus cher à long terme que les bénéfiques rapportés comme c'était le cas de l'économie algérienne.

C'est que nous pouvons lire dans la page 80 de ce rapport : « Si les productions industrielles ont connu des accroissements d'ailleurs dans des conditions de coûts, de qualité et de production médiocres, l'économie algérienne est loin d'être intégrée comme le révèle le tableau d'échanges industriels vierge en maints endroits ».

La stratégie algérienne de développement tracée était très ambitieuse (dans sa dimension théorique), elle était tirée par un immense espoir suscité par l'issue victorieuse de la guerre de libération nationale.

En effet, elle englobait plusieurs attraits, elle avait la possibilité de sortir le pays du sous-développement rapidement mais c'était sans compter les entraves multiples qui se présentaient dans cette perspective, entraves dues surtout au caractère plus prononcé de l'économie algérienne, à savoir une économie devenue mono-exportatrice et tributaires des produits importés.

Selon plusieurs auteurs, ces dérives et décalages sont dus essentiellement à la non maîtrise du principe de composition ou pis par sa non endogénéisation. Benachenhou a donné l'explication la plus pertinente lors d'un séminaire organisé par le CREAD en Décembre 1977 : « ...Les techniques de production à haute productivité théorique ne peuvent fonctionner correctement que dans un tissu déjà formé ».

Le projet industriel algérien a été exclusivement soutenu et financé par les revenus pétroliers, même ce fait ne constitue aucun obstacle de nature ontologique à l'accumulation mais, se conjuguant avec l'autre facteur entravant qui est la non maîtrise du principe de composition, la rente a altéré le processus de production industriel en le mutilant de ce pour quoi il était principalement destiné, à savoir la production d'une plus-value investissable.

En 1985, le prix du pétrole chute brutalement tirant avec lui à la baisse la valeur du Dollar, ce qui paralyse toute l'économie, les exportations baissent de 55,5 % en valeur entre 1984 et 1987 ainsi que les importations sous l'effet des programmes d'austérité qui baissent de 54%¹³.

A cet effet, l'Algérie était sous la menace d'une crise sociale et économique sans précédent. Pour maintenir les importations de besoins dits stratégiques, l'Etat s'endette. Ce choc pétrolier a montré combien l'économie algérienne était fragile et vulnérable, d'où la nécessité de mettre en place des réformes pour y remédier.

¹² Synthèse du bilan économique et social de la décennie 1967-1978, mai 1987, page XVIII de l'introduction.

¹³ Fatiha talahite, « Réformes et transformations économiques en Algérie », rapport en vue de l'obtention du diplôme habilitation à diriger des recherches, Université Paris13 Nord, janvier 2010, p13

A la fin des années 80, l'Algérie s'engage dans l'élaboration d'un processus réformateur englobant un ensemble de réformes graduelles annonçant la mise en œuvre d'un projet global basé sur l'ouverture économique et politique. C'était alors les débuts propices de la transition vers l'économie de marché.

L'élaboration de ce programme avait pour but de rétablir les lois du marché dans le fonctionnement de l'économie et surtout de restaurer les contraintes financières sur les banques et entreprises publiques.

Mais à partir de 1989, la situation économique et sociale était devenue très défavorable surtout avec le poids de la dette extérieure qui est devenue l'une des préoccupations principales du gouvernement et aussi avec les dysfonctionnements notés dans l'allocation des ressources et la segmentation de l'économie entre secteur public et privé.

Etablie dans le cadre d'une économie quasi dépendante des hydrocarbures où le secteur public prônait, la priorité du projet était l'assainissement de la gestion des entreprises publiques.

En 1991, le gouvernement promulgue une loi libérant la vente d'actifs dans les hydrocarbures et ce, pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) et les partenariats dans le but de rentabiliser encore plus ce secteur pilier et permettre de faire face aux contraintes extérieures, mais aussi et surtout aux crises sociales pouvant anéantir le pays.

Mais ce dispositif n'a pas suffi, se trouvant en situation de cessation de paiement, l'Algérie a négocié un crédit conditionné du FMI portant un plan d'ajustement structurel (PAS) très strict sans continuité avec le processus de réformes préalablement engagé, bousculant ainsi tout le système économique et monétaire du pays à savoir :

- Révision de la loi sur la monnaie et le crédit, la banque centrale redevient sous tutelle du gouvernement ;
- Modification du code du commerce et révision de l'ensemble des textes portant autonomie des entreprises, ce qui bloquera par la suite tout l'appareil de production ;
- Adoption d'un ensemble de mesures de stabilisation macro financières (Réduction de l'inflation, dévaluation convertibilité du dinar dans les transactions commerciales avec l'extérieur...).

En somme les mesures dictées par le FMI étaient draconiennes, toutes avaient pour mot d'ordre la privatisation.

En 1997, le taux de chômage a doublé (plus de 20% de la population active), accompagné par une croissance qui reculait à vive allure.

Mais dès le début de l'an 2000, une remontée très favorable des cours du pétrole sauve le pays d'un troisième rééchelonnement de sa dette extérieure, et avec la hausse continue des revenus des hydrocarbures, l'Etat décide de reprendre les réformes déjà entamées auparavant tout en donnant la priorité à la valorisation des ressources énergétiques et ce, en établissant une loi visant à attirer les entreprises étrangères, le 20 Mars 2005, ayant pour mission de libéraliser ce secteur et de le mettre en concurrence avec les meilleures compagnies étrangères. Cette même loi fut révisée en 2007 pour consolider la place de Sonatrach.

Boosté par la situation économique florissante du pays et profitant de la manne pétrolière, le gouvernement lance un plan quinquennal de relance de l'économie (2005-2010) juste après le modeste programme triennal de 2001. Cette situation a encouragé l'Etat à anticiper le remboursement de sa dette extérieure.

Il faut souligner que dès le début, le modèle de développement algérien a suscité de nombreux débats et critiques et les arguments d'opposition divergeaient mais tous étaient d'accord pour dire que la volonté étatique visant à maîtriser les flux économiques et financiers en imposant une réglementation rigide avait déclenché une phase de chute de l'activité productive des entreprises publiques ainsi que la création d'une masse de transactions qui s'élaboraient de manière informelle en échappant à tout type de réglementation.

En outre, tout cela reflétait la fin d'un processus d'industrialisation et l'échec d'un plan de développement qui, à ses débuts, portait tous les espoirs d'un pays en construction.

II. La désindustrialisation algérienne, phénomène dû à la rente pétrolière ?

Pour analyser le phénomène de la désindustrialisation caractérisant l'économie algérienne, nous devons nous interroger sur les facteurs entravant le processus d'industrialisation. Comme la plupart des pays pétroliers, la situation économique est souvent la même.

En effet, en dépit de la manne pétrolière dont disposent ces pays dont l'Algérie, les efforts fournis pour booster l'activité dans le secteur non pétrolier ainsi que dans l'agriculture, ceux-ci se caractérisent par une faible productivité de la production industrielle, une polarisation croissante des ventes à l'extérieur sur le pétrole, une pétrolisation du budget de l'Etat¹⁴.

Plusieurs causes peuvent expliquer la non performance de l'industrie, à savoir :

- Une faible utilisation des capacités de production des usines installées ;
- Une utilisation des techniques modernes dans l'industrie, ce qui connecte directement les pays en voie de développement avec le marché mondial capitaliste avec une expansion rapide des entreprises multinationales dans le Tiers-monde, ce qui a engendré une concurrence atroce mettant à l'écart les entreprises locales ;
- L'industrie installée, très sophistiquée, nécessite des compétences techniques très qualifiées, or la main d'œuvre algérienne manquait rudement surtout durant la période (1967-1980)¹⁵.

Les théories néoclassiques, à savoir le théorème de Rybscynski qui correspond à la dynamisation du modèle de Hechsher-Ohlin, concluent que le développement d'une ressource naturelle, comme le pétrole dans un pays est susceptible de retarder le développement d'autres produits. La désindustrialisation est donc expliquée à partir de cette théorie selon laquelle le secteur pétrolier attire des ressources qui sont soustraites du secteur manufacturier. Autrement dit, la désindustrialisation est expliquée par un déséquilibre dans la réallocation des ressources.

Une autre théorie explique aussi ce blocage dans le processus de l'industrialisation, qui est la théorie de la croissance appauvrissante de Bhagwati. Cette dernière stipule que l'appauvrissement se traduit par une baisse du revenu réel et, dans le cas des pays qui ont une ressource naturelle, on note une régression de production des biens commercialisés et l'économie devient exclusivement dépendante de sa ressource naturelle.

En juxtaposant cette théorie sur le cas algérien, on peut argumenter la situation de l'économie algérienne et sa désindustrialisation, c'est-à-dire le boom pétrolier et la manne qu'il génère a des

¹⁴ Bellal Samir, « Dutch Disease et désindustrialisation en Algérie, une approche critique », Revue du chercheur, 2013, p2.

¹⁵ Athmane Cheriet, Op. Cit., p95

effets désindustrialisants et non productifs sur l'économie. D'où la difficulté de l'industrialisation dans un pays rentier.

Ajouté à cela, beaucoup d'économistes s'accordent à dire que les conditions adéquates sont loin d'être réunies en Algérie pour redynamiser et réhabiliter l'activité industrielle.

En effet, cet objectif ne sera pas réalisable par le biais exclusif du secteur public car, si nous prenons l'exemple des pays ayant réussi leurs expériences industrielles volontaristes, nous constatons qu'ils ont mobilisé le secteur privé. Le couple privé-Etat est capital pour un décollage économique.

Ainsi, plus le secteur pétrolier prédomine dans les ressources financières du pays, plus les efforts à fournir pour booster l'activité productive nationale seront moindres.

Donc le facteur ayant causé le recul du secteur secondaire et la désindustrialisation est la rente pétrolière. Les différents chocs pétroliers qu'a pu affronter l'économie algérienne consolident cette hypothèse.

En 1986, l'Algérie a dû subir un choc pétrolier négatif et les conséquences étaient dramatiques. Cette baisse des prix du pétrole a mis en relief les faiblesses structurelles de l'économie algérienne et a montré combien l'Algérie était dépendante des hydrocarbures. C'est ce qui a plongé l'économie toute entière dans une situation de crises multiples, paiements extérieurs et baisse du niveau de production, avant de chuter significativement à partir de 1990¹⁶ étant donné que la rente était la seule source de financement du plan de développement algérien.

Il est aussi important de recourir à la théorie du Dutch Disease pour expliquer cette désindustrialisation. Le secteur industriel a connu une dynamique récessive et ce malgré les mesures d'assainissement dont il a bénéficié et demeure très dépendant des performances du secteur des hydrocarbures. Les données statistiques de l'ONS montrent qu'en 2008, la production industrielle manufacturière ne représente que la moitié de celle enregistrée en 1989 et en 2007, les entreprises publiques industrielles et commerciales ne représentent que 3% de l'emploi total¹⁷.

Le déclin industriel est l'un des principaux symptômes du syndrome hollandais. Pour confirmer cela, il y a lieu d'examiner l'évolution du taux de change effectif réel (TCRR), qui représente le canal d'action principal du Dutch Disease.

Paradoxalement selon les statistiques du FMI, ce taux a suivi une tendance à la baisse durant la période du boom économique alors que les termes de l'échange prévoyaient une tendance à la hausse (durant la période 1999-2006, le TCER a chuté d'environ 20% et les termes de l'échange ont baissé¹⁸). Nous pouvons conclure qu'il n'y a pas de relation directe entre l'évolution des termes de l'échange et du taux de change réel.

Nous pouvons expliquer ce constat par le fait que la politique de change ne laisse pas la détermination du taux change au libre jeu du marché étant donné qu'il est contrecarré et cela se reflète par une accumulation sans précédent des réserves de change de la banque centrale donc la dimension institutionnelle a un rapport direct avec le problème de désindustrialisation que nous constatons dans les pays rentiers, dont l'Algérie¹⁹.

¹⁶ Sabrina chikh Amnache, Op. Cit., 177

¹⁷ Samir bellal, Op. Cit., p6

¹⁸ idem, P8

¹⁹ idem, P8

Ainsi la désindustrialisation ne saurait être expliquée exclusivement par l'appréciation du taux de change effectif réel. Les institutions jouent un rôle très important dans ce circuit d'influences entre les booms pétroliers et les mauvaises performances du processus industriel.

Il n'y a pas d'effets directs négatifs entre ressources naturelles et croissance du secteur productif à long terme. Plusieurs exemples le confirment, à savoir les USA et la Russie. La présence de ressources naturelles dans ces pays n'a pas empêché d'atteindre de hauts niveaux de croissance.

Tandis que pour d'autres pays, la relation entre la croissance et la présence de ressources naturelles serait négative, donc ce n'est pas l'abondance de ressources ou bien les booms qui impacteraient la croissance mais c'est l'usage de la rente et le cadre dans lequel elle évolue et pour réussir et mener à bien le projet industriel. L'Algérie doit reconstituer son cadre institutionnel²⁰.

La littérature économique stipule que des ressources naturelles (pétrole) abondantes peuvent freiner le secteur productif et l'industrialisation à long terme en encourageant la prospection d'autres sources de rente à l'encontre des activités entrepreneuriales²¹.

En effet, la présence de cette manne décourage l'initiative des acteurs économiques à entreprendre quelques activités productives industrielles, les incitations à importer étant plus grandes que les incitations à produire dans un pays qui en a les moyens.

Par ailleurs, malgré les différents programmes de développement économiques lancés par l'Etat, le constat reste le même et la vulnérabilité face aux fluctuations du prix du baril et des chocs externes de plus en plus préoccupante.

Conclusion :

Etant donné ce constat, nous estimons qu'une stratégie d'industrialisation alternative strictement réfléchie, tout en mettant en place les moyens en fonctions des objectifs à atteindre, permettra à l'Algérie d'atteindre une croissance et un développement de longue période et lui permettra de se hisser au rang des pays émergents et surtout de sortir de la dépendance pétrolière puisque, au lieu d'être un atout pour le pays, celle-ci le sanctionne.

L'industrialisation est donc un processus fondamental dans toute politique de relance qui doit suivre le contexte mondial, c'est-à-dire l'industrie mondiale, car ce qui est stratégique aujourd'hui peut ne pas l'être demain et ce en raison des données économiques qui sont loin d'être statiques mais dynamiques du fait, à la fois de la conjoncture mondiale, mais aussi de la structure de l'économie algérienne. Pour l'Algérie, ce processus n'a pas vraiment échoué puisqu'il n'a pas réellement commencé.

Ce constat nous incite à dire qu'il est urgent d'entreprendre des réformes structurelles visant à accroître la capacité de production qui favorise la création d'emplois et la diversification des différentes sources de croissance ce qui réduira la dépendance du pays et donc sa vulnérabilité face aux fluctuations du prix du baril.

Des mesures d'accompagnement devraient être prises dans le but de :

²⁰ Samir bellal, « une approche régulationniste de la désindustrialisation en Algérie », les cahiers du CREAD, n°95, 2011, P50.

²¹ Hélène Djoufelkit, Rente, développement du secteur productif et croissance en Algérie, agence française de développement, document de travail n°64, juin 2008, P12.

- moderniser l'administration publique, par la généralisation de l'usage des TIC pour passer à l'administration électronique (administration), qui est censée participer à la débureaucratization de l'acte de gestion et d'investir ;
- assurer la transparence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques et lutter contre la corruption ;
- améliorer le climat des affaires afin de promouvoir le secteur privé national et attirer les investissements directs étrangers (IDE) ;
- promouvoir un secteur bancaire et financier efficace, apte à mettre les moyens financiers adéquats au service des besoins de l'économie nationale ;
- réduire les écarts et les déséquilibres régionaux en veillant à un redéploiement spatial équitable de l'activité économique ;
- intégrer légalement l'économie informelle, qui est significative, à l'activité économique, en particulier en vue de diversifier les recettes de l'Etat.